



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

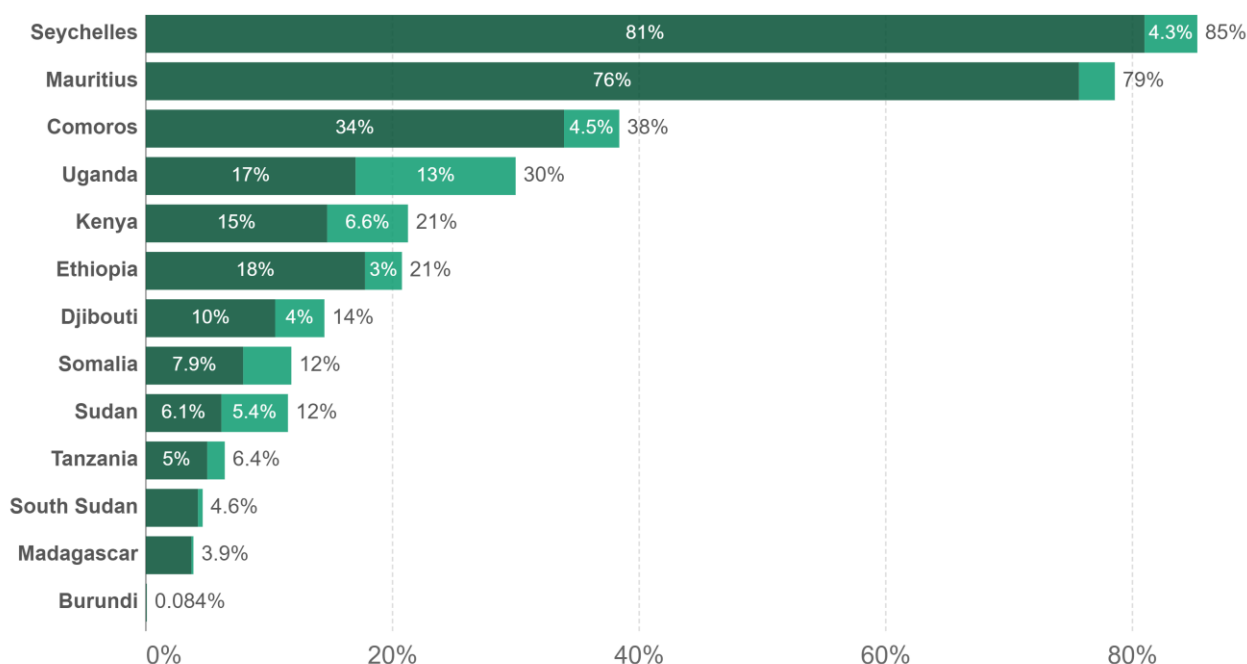
29 Mars 2022

Evolution de la vaccination dans la région

Share of people vaccinated against COVID-19, Mar 27, 2022

Our World
in Data

■ Share of people with a complete initial protocol ■ Share of people only partly vaccinated



Source: Official data collated by Our World in Data

Note: Alternative definitions of a full vaccination, e.g. having been infected with SARS-CoV-2 and having 1 dose of a 2-dose protocol, are ignored to maximize comparability between countries.

CC BY



❖ Burundi

La chute de production de café : des causes exogènes et endogènes

Selon le directeur de production, commercialisation et marketing à la Société d'usage et de commercialisation du café, la production du café aurait commencé à chuter depuis 1993. Aujourd'hui, elle atteint rarement 10 000 tonnes de café vert annuellement, et pour la campagne 2021-2022, elle est de moins de 7 000 tonnes. Le directeur cite des causes exogènes et endogènes. Les causes exogènes comprennent : les cours mondiaux qui sont très volatiles au niveau de la bourse ; les changements climatiques qui causent des précipitations inférieures au minimum requis. D'autre part, les causes endogènes comprennent la faible application de la fertilisation minérale dans les caféiers ; le désintéressement de la jeunesse pour cette culture ; le manque d'une politique soutenue de la taille de régénération et la vieillesse des vergers.

❖ Comores

Pas de brèves cette semaine

❖ Djibouti

Pas de brèves cette semaine.

❖ Érythrée

Pas de brèves cette semaine.

❖ Ethiopie

Signature de deux contrats par Safaricom Ethiopia avec l'Ethiopian Electric Power et l'Ethiopia Electric Utility.

Safaricom Ethiopia a signé un accord de location avec le fournisseur d'électricité Ethiopian Electric Power (EEP) pour l'accès à plus de 8 000 km de fibre optique. Ce contrat de 5 ans (potentiellement renouvelable) devrait permettre à EEP de percevoir 140 METB/an. En outre, Safaricom Ethiopia a également signé avec le distributeur Ethiopian Electric Utility un contrat de location d'infrastructures électriques. Ce dernier contrat (montant non connu) devrait être renouvelable annuellement et permettra à Safaricom de se déployer en Ethiopie avant un lancement de ses services commerciaux (4G, voice, SMS etc.) prévu début avril 2022. Suite à l'attribution d'une première licence de télécoms à Safaricom, en juin 2021, le gouvernement a suspendu le lancement de l'appel d'offres pour une 2^{ème} licence fin 2021, mais pourrait le relancer à la rentrée 2022.

❖ Kenya

Factures d'électricité : Pourparlers pour une nouvelle réduction de 15 %

Les négociations ont commencé autour d'un accord visant à revoir les accords d'achat d'électricité (AAE) signés au fil des ans par Kenya Power dans le but de réduire davantage les factures d'électricité des ménages et des entreprises de 15% au cours des trois mois précédant juin. Le ministère de l'Energie a opté pour des pourparlers plutôt que de forcer les

producteurs indépendants d'électricité (IPP) à baisser leurs tarifs, suite à l'opposition des entreprises étrangères à la révision prévue. En janvier, *Kenya Power* a réduit les tarifs de détail en fonction de la réduction des pertes du système. L'État a promis une baisse similaire dans un plan basé sur la révision des accords d'achat d'électricité après qu'un groupe de travail nommé par le président a constaté qu'il existait une énorme disparité entre les tarifs pratiqués par le principal producteur d'électricité *KenGen* et les IPP.

Révision à la baisse de 0,3 % des prévisions de croissance pour le Kenya agrégées par *FocusEconomics*, en raison de la guerre et du coût de la dette.

FocusEconomics vient d'aggraver les perspectives de croissance consensuelles de 14 banques, cabinets de conseil et groupes de réflexion de premier plan. Selon le rapport, l'activité économique au Kenya devrait progresser de 5,1 % cette année, soit une baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport aux 5,4 % prévus en début d'année. Les causes citées comprennent la réduction des dépenses pour les projets d'infrastructure dans un contexte de hausse des coûts de la dette extérieure et des pressions sur les prix dues à la guerre russe en Ukraine.

La MIGA émet une garantie de 212 MUSD pour la modernisation des routes

L'appel La MIGA (Agence Multilatérale de garantie des investissements – Groupe Banque Mondiale) a annoncé avoir émis une garantie d'un montant de 212 MUSD pour la modernisation de routes dans le centre et l'ouest du Kenya. La garantie couvre un projet de construction, réhabilitation, exploitation et entretien de 16 routes (80 km au total) qui devraient être transformées en voies asphaltées. La mise en œuvre du projet en partenariat-

public-privé (PPP) a été attribuée en 2019 à un consortium mené par le groupe portugais *Mota-Engil*. Les infrastructures devraient être mises à niveau d'ici 24 mois, et permettre à terme, la réduction des coûts et des temps de trajets facilitant par exemple un acheminement plus efficace des productions agricoles. Ce projet contribuera par ailleurs à la mise en œuvre du *Road annuity Program* initié en 2015 par le ministère des Transports kenyan dont l'objectif est de construire et réhabiliter 10 000 km de routes dans le pays. Le programme a peiné à donner des résultats, du fait de délais importants dans l'approbation des projets et de leurs coûts : seuls deux projets inaugurés début 2021 ont été réalisés à ce jour pour à peine 100 km.

InfraCo Africa investit 3,8 MUSD dans la société de transport maritime *Waterbus*

InfraCo Africa - fonds d'investissement privé, mais financé par les gouvernements britannique, néerlandais et suisse et spécialisé dans le financement des projets d'infrastructures en Afrique subsaharienne, a annoncé la réalisation d'un investissement de 3,8 MUSD au bénéfice de la société kenyane *Waterbus*, spécialisée dans le transport de passagers et de fret léger par voie maritime sur le lac Victoria. *InfraCo Africa* a investi pour faire évoluer l'offre de *Waterbus*, et lui permettre de livrer cinq nouveaux ferries desservant cinq nouvelles routes d'ici 2025. Assemblés au Kenya, les ferries participeront à générer de nouveaux emplois dans les domaines de la soudure, plomberie ou électricité, tout en réduisant le recours au transport routier. Ce projet fait suite à la réalisation de deux projets maritimes sur le lac Victoria par *InfraCo Africa* : i) l'établissement d'une société d'infrastructures en Ouganda, pour la mise en service d'un ferry transportant des passagers et marchandises (2005) ; et ii) un investissement dans un service de ferry (*East Africa Marine Transport*) visant à faciliter le commerce sur le lac en 2021.

Madagascar

La Banque mondiale finance le projet « Connecter Madagascar pour une croissance inclusive » pour 400 MUSD

La Banque mondiale a approuvé le 25 mars le projet « Connecter Madagascar pour une croissance inclusive » pour un montant total de 400 MUSD, composé d'un prêt de 200 MUSD adossé à une subvention de 200 MUSD. Il vise à améliorer la connectivité et la résilience des infrastructures routières dans les zones rurales du pays. Il s'articule autour de trois composantes : la réhabilitation d'un tronçon de 100 km le long de la RN31 entre Mangoaka et Bealalana et d'un autre de 400 km le long de la RN10 entre Ambovombe et Tuléar (320 MUSD) ; la réhabilitation de routes nationales secondaires (70 MUSD) ; des prestations d'assistance technique et d'appuis aux réformes dans la gouvernance (10 MUSD).

Maurice

GreenYellow remporte la construction d'une centrale solaire de 14 MW

GreenYellow, filiale du groupe Casino, et le Central Electricity Board (CEB) ont signé le 21 mars un accord portant sur la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 14 MW à Arsenal (nord de l'île) pour un montant non dévoilé. Ce projet entre dans le cadre d'un appel d'offres lancé par le CEB pour la construction de trois centrales solaires, qui seront développés par des producteurs indépendants d'électricité (IPP).

Ouganda

L'Ouganda et le Burundi organisent un premier forum d'affaires à Bujumbura.

Du 22 au 24 mars 2022, le premier forum d'affaires entre l'Ouganda et le Burundi a été organisé par l'organisation patronale ougandaise, *Private Sector Fondation Uganda* (PSFU) et la chambre de commerce et d'industrie du Burundi, en coordination avec les ministères des Affaires étrangères des deux pays. La rencontre a eu lieu dans le cadre de la troisième réunion de la *Joint Permanent Commission (JPC)* visant à examiner l'état de mise en œuvre des décisions convenues par les deux pays et d'explorer de nouveaux domaines de coopération. Les responsables des deux pays ont signé des protocoles d'accord de coopération dans le secteur de l'énergie et des hydrocarbures. Alliant diplomatie politique et économique, cette rencontre vise à permettre aux deux pays de renforcer leurs relations bilatérales commerciales, économiques et politiques, promouvoir la coopération dans différents domaines tels que la sécurité, l'éducation, la santé ou encore l'agriculture. L'objectif est aussi de développer un climat des affaires et des infrastructures (transports, télécommunications, etc.) propices au développement des échanges entre les deux pays. La quatrième JPC devrait se dérouler à Kampala en 2023. Pour rappel, les exportations ougandaises vers le Burundi étaient estimées en 2020 à plus de 50 MUSD après avoir augmenté de 37,03 MUSD en 2019.

Rwanda

Croissance du Rwanda en 2021 à +10,9 %

Selon le rapport publié lundi par l'Institut national des statistiques du Rwanda (NISR), le PIB du Rwanda a augmenté de +10,9 % en 2021 pour atteindre 10,944 Mds USD. En 2020, le PIB s'était contracté de -3,4 %. Le ministre des Finances et

de la Planification économique, Uzziel Ndagijimana, s'est montré particulièrement satisfait par ces chiffres alors que la projection initiale tablait d'avantage sur une croissance de +5,6%. Hormis quelques secteurs durement touchés par le Covid comme l'hôtellerie, la restauration ou les transports, la plupart des secteurs ont retrouvé leur niveau d'avant crise et l'ont même largement dépassé.

❖ Seychelles

La Banque centrale des Seychelles maintient le taux d'intérêt directeur à 2 % pour le 2^{ème} trimestre 2022

La *Central Bank of Seychelles* (CBS) a détaillé le contexte sous-jacent à cette décision : une économie seychelloise fragilisée dans un contexte de relance post-covid, qui doit faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine. Le pays craint notamment une contraction du nombre de voyageurs en provenance de Russie qui affecterait le secteur touristique ainsi que des tensions inflationnistes liées à la hausse des cours mondiaux. Les taux d'intérêts des facilités permanentes de dépôts et de prêts restent respectivement à 0,5 % et 3,5 %.

❖ Somalie

Pas de brèves cette semaine.

❖ Soudan

Changement de stratégie de la Banque Centrale vis-à-vis de l'accès aux devises

Alors que ces derniers mois, la Banque centrale procédait à une mise aux enchères des devises pour répondre aux besoins des banques commerciales, ce 24 mars elle a incité ces mêmes banques commerciales à lui soumettre directement leurs besoins. Dorénavant, toutes les restrictions sur la nature des produits à importer sont levées, seules sont exclues les demandes de montants destinés au règlement d'impayés. Un communiqué publié ultérieurement par la CBOS a souligné que toutes les demandes soumises avaient été satisfaites, sans préciser les montants en question. Dans le même ordre d'idée, le directeur général du « *National Medical Supply Fund* » (NMSF), organisme public chargé de l'achat et la fourniture des médicaments des maladies chroniques, a annoncé que cette institution avait réussi à régler la moitié de ses impayés dus aux fournisseurs internationaux qui s'élèvent à 160 MEUR. Une partie de ces 50 % aurait été remboursée et le solde rééchelonné. Il a précisé que cette réussite était le fruit d'efforts communs de la Banque centrale, du comité des urgences économiques et du ministère des Finances, et que dorénavant l'achat des médicaments avait repris.

❖ Soudan du Sud

Mission du FMI au Soudan du Sud, dans le cadre des consultations article VI et de la deuxième revue du programme suivi par le FMI (*Staff Monitored Program – SMP*).

La visite a permis aux services du FMI de rencontrer plusieurs responsables politiques, dont le Président Salvar Kiir, les parlementaires, des responsables ministériels et le gouverneur de la Banque centrale. Dans leur communiqué de fin de mission, les services du Fonds rappellent la situation humanitaire alarmante du pays, avec un nombre record de sud-soudanais en situation d'insécurité alimentaire. Cette situation,

imputable aux conflits, à la pandémie de COVID-19 et à trois années consécutives d'inondations importantes, pourrait être exacerbée par les pressions inflationnistes provoquées par la guerre en Ukraine. Cependant, les services soulignent aussi que la hausse du prix des matières premières, dont le pétrole, pourrait entraîner une hausse des recettes d'exportation de pétrole, permettant d'accroître les recettes fiscales et le niveau des réserves du pays. Revenant sur les résultats encourageants des réformes engagées au niveau de la politique monétaire et de la politique de change, les services insistent sur la nécessité pour les autorités d'accroître la transparence dans leurs opérations et de renforcer la gestion budgétaire. Concernant le SMP (qui vise à soutenir les principales réformes monétaires et du taux de change, favoriser la stabilité macroéconomique et renforcer la discipline fiscale et la transparence budgétaire) les services estiment que les résultats sont globalement conformes aux attentes. Tous les objectifs quantitatifs (sauf l'apurement des arriérés) ont été atteints et des progrès sont constatés sur un certain nombre de repères structurels. La mission encourage les autorités à achever et à publier l'audit des dépenses financées par les décaissements au titre de la Facilité de crédit rapide du FMI et à mettre en œuvre les recommandations de l'auditeur général, à publier les données relatives à la dette extérieure et à garantir leur intégrité à l'avenir, ainsi qu'à veiller à ce que tout emprunt extérieur futur soit examiné par le comité des prêts et approuvé par le Parlement. Les évolutions constatées par la mission, si elles se poursuivent, sont de nature à permettre une augmentation du niveau de confiance des investisseurs étrangers et donateurs. Cependant, la situation politique reste un facteur de risque au Soudan du Sud, contribuant à alimenter les incertitudes sur les perspectives à moyen court termes.

Tanzanie

Mise en route d'un guichet unique pour les investisseurs étrangers et nationaux afin de simplifier l'obtention et la délivrance des permis

La Tanzanie a annoncé la mise en route, dès le 1^{ère} juillet 2022, de la première phase du *Tanzania Electronic Investment Window* (TelW), un système réunissant sept institutions gouvernementales au sein d'un guichet unique afin de simplifier les procédures d'obtention et de délivrance des permis pour les investisseurs étrangers et nationaux. Ces derniers devraient pouvoir obtenir l'ensemble des permis nécessaires en sept jours ouvrables, contre quatorze actuellement. Le système de guichet unique s'inscrit dans la volonté présidentielle d'ouverture du pays au secteur privé et aux investissements étrangers. La première année de mandat de Samia Suluhu Hassan, qui s'est conclue le 19 mars 2022, fait globalement état de progrès dans l'amélioration du climat des affaires en Tanzanie : les mesures prises au niveau législatif et réglementaire ainsi que les multiples déplacements et signatures d'accords commerciaux avec l'étranger contribuent à rassurer les investisseurs étrangers et locaux après l'approche protectionniste et le nationalisme économique du président Magufuli. Signe du retour des investisseurs, les 12 derniers mois ont vu l'enregistrement au Tanzania Investment Council de 294 projets d'investissements (pour une valeur de 8,129 Mds USD contre 1 Mds USD l'année précédente).

Signature de 3 opérations entre PROPARCO et la banque tanzanienne CRDB pour un montant de 71,6 MEUR (182 Mds TZS) afin d'appuyer le financement des TPE et PME locales.

Mardi 29 mars 2022, la banque CRDB a signé 3 projets avec PROPARCO pour un montant de



71,6 MEUR afin d'améliorer l'accès au crédit des TPE et PME en Tanzanie. Ces 3 opérations consistent en (i) une ligne de crédit senior de 50 MUSD pour une durée de 3 ans afin de consolider une offre de crédits à destination des PME ; (ii) une enveloppe de 18,5 MEUR de garantie EURIZ dédiée au financement de PME, notamment détenues par des femmes (garantie assortie d'une assistante technique visant à renforcer les capacités de la banque dans l'accès au financement des PME détenues par des femmes) ; (iii) une enveloppe de garantie « *Choose Africa Resilience* » de 8 MEUR, destinée aux TPE et PME dont l'activité a été affectée par la pandémie de Covid.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor